

PAX ROMANA

Déclaration finale de l'atelier de travail sur le synode pour le Moyen Orient

1. Du 6 au 10 octobre 2010, s'est réuni à Rome à Domus Mariae, un atelier de travail sur certains thèmes du synode pour le Moyen Orient. Cet atelier a été organisé par Pax Romana (MIIC) avec la participation de plusieurs mouvements d'inspiration catholique tels que la CIJOC¹, Pax Romana (MIEC), la JECI, la FIMARC, le MIJARC, MIDADE, et avec le soutien de Caritas France (Secours Catholique).

2. Cet atelier de travail veut constituer une contribution de chrétiens laïcs, de professionnels et d'intellectuels, du Moyen Orient ou d'autres régions, à la réussite du synode. L'atelier a privilégié certains thèmes plus particulièrement de sa compétence. L'atelier de Rome a été précédé d'un travail attentif d'étude des Lineamenta et de l'Instrumentum Laboris, de consultations effectués dans certains pays du Moyen Orient par le moyen des mouvements membres qui y sont représentés. L'atelier sera suivi par un travail de sensibilisation aux sujets de préoccupation du Moyen Orient et par une contribution à la mise en œuvre des recommandations du synode pour le Moyen Orient.

3. Le synode contribuera à **faire progresser le respect des droits et libertés au Moyen Orient** en insistant sur les droits sanctionnés par les conventions et textes internationaux, pour aller au-delà de la simple tolérance des chrétiens ou des minorités, pour éviter les persécutions ou les discriminations, et freiner ainsi l'émigration de tous, non seulement des chrétiens et des autres minorités. Pour cela, il est opportun de faire référence au système international de protection des libertés publiques et des Droits Humains, qui est la base commune de la vie internationale entre Etats et entre peuples dans le monde. Le droit international des droits de l'Homme doit être respecté parce que nous sommes convaincus de la valeur des principes qui y sont intégrés.

Il faut **manier avec prudence l'argument de la réciprocité**, c'est-à-dire demander à certains pays, par exemple ceux du Moyen Orient, de respecter les minorités, y compris les minorités chrétiennes, comme d'autres pays, en Europe par exemple, respectent leurs minorités qui sont parfois des minorités musulmanes. Cet argument, connu sous le nom de « réciprocité », a une valeur politique : nous sommes convaincus que les libertés sont contagieuses et nous ne devons pas cesser de revendiquer que les conventions internationales soient respectées. Mais on ne peut pas et on ne doit pas utiliser un argument de réciprocité juridique : traiter les musulmans en Europe comme certains Etats du Moyen Orient traitent les chrétiens, car ce serait prendre les musulmans d'Europe en otages, et ce serait ruiner les principes de liberté, de droit et de respect des droits Humains sur lesquels nous voulons construire l'ordre international.

4. L'atelier a consacré une attention particulière au phénomène impressionnant des migrations vers la région du Moyen Orient. Il a été noté l'importance de ces migrations qui proviennent

¹ CIJOC : Coordination Internationale de la Jeunesse Ouvrière Catholique ; MIEC : Mouvement International des Etudiants Catholiques ; MIIC : Mouvement International des Intellectuels et Professionnels Catholiques ; JECI : Jeunesse Etudiante Catholique Internationale ; FIMARC : Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques ; MIJARC : Mouvement International de la Jeunesse Agricole Rurale Catholique...

surtout de l'Asie, et la variété et la complexité du phénomène. Les migrants risquent de devenir une population « invisible » malgré leur nombre qui peut dépasser celui des nationaux dans certains Etats. Invisible, parce que leurs droits sociaux et plus encore leurs droits civils et leurs droits fondamentaux ne sont pas toujours respectés. En cas de crise économique ou en cas de mise en œuvre de politique de « nationalisation » de la force de travail, les migrants deviennent les premières victimes. Ils sont souvent en butte à des phénomènes de discrimination ou de racisme. Il est plus urgent que jamais de rappeler au respect des **conventions internationales pour garantir un travail décent**. Et de faire connaître l'enseignement social de l'Eglise catholique. L'être humain et son travail ne sont pas des marchandises. Il faut rappeler la dignité du travailleur et la dignité de tout être humain. Faire connaître et faire respecter les conventions internationales qui garantissent cette dignité.

Par la présence massive de ces migrants, dont certains sont catholiques, parfois en nombre important, un visage nouveau de l'Eglise émerge, une Eglise nouvelle se construit. L'Eglise défend la dignité de tout être humain et les droits de tous les travailleurs. Et en même temps, l'Eglise par son universalisme, peut et doit devenir un famille pour ceux qui sont loin de leur famille, de leur patrie, de leur pays, et qui sont si divers par leur origine, leur langue, leur culture. Par les services qu'elle offre, l'Eglise manifeste qu'elle est une Eglise de tous pour tous. **Les migrations constituent une chance pour bâtir une Eglise globale**, pour être le laboratoire où se construit l'Eglise de demain.

5. Au Moyen Orient, l'Eglise catholique a mis en œuvre de nombreux services pour le bien des populations en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé, des médias et des services sociaux. Il s'agit là d'une mission essentielle, la mise en œuvre de la dimension diaconale de l'Eglise.

Depuis des siècles, l'action sociale de l'Eglise a introduit dans la société civile du Moyen Orient une vision de l'Être humain qui met ce dernier au centre de l'activité, et qui protège la dignité de l'Homme surtout celle des plus démunis. De plus, les écoles, les universités, les services sociaux constituent un espace vital où des relations peuvent se tisser pour créer une vraie communauté humaine entre des personnes de confession différente et permettre une croissance commune. Les laïcs, les religieux et religieuses sont les acteurs de ce visage essentiel de l'Eglise. Tous doivent se former à la pensée sociale de l'Eglise et être encouragés à assumer leur responsabilité dans les domaines culturel, économique, politique et social.

Contre la **tentation d'un repli communautariste**, il faut affirmer clairement que cette Eglise doit se mettre au service de l'ensemble de la société. Le **service universel à la société** révèle le vrai visage de l'Eglise. De plus en plus, certaines institutions sanitaires, éducatives, sociales ou culturelles se mettent au service à la société dans son ensemble. Mais cette tension entre communautarisme et service universel n'est pas toujours facile à gérer dans le court terme. Les contraintes financières de gestion ne doivent pas devenir un obstacle à l'orientation diaconale universelle des institutions d'Eglise.

Certains mouvements de laïcs, transconfessionnels, manifestent une dimension diaconale ou spirituelle et s'ouvrent aux musulmans qui partagent les mêmes valeurs. Le clergé et la hiérarchie sont invités à encourager ce visage d'une Eglise non communautaire.

6. L'engagement œcuménique n'est pas optionnel, il fait partie de la mission essentielle de l'Eglise, de toute Eglise. Il doit commencer par un engagement ferme pour une meilleure coopération inter-dénominationnelle entre Eglises catholiques du Moyen Orient. L'atelier a

noté que les associations de laïcs ou de services sociaux, souvent déjà inter-dénominationnelles, sont en avance sur les hiérarchies en ce qui concerne cette coopération. Les nombreux mariages mixtes (entre membres de divers rites catholiques et autres) sont également à saluer, ils donnent naissance à des formes renouvelées d'appartenance ecclésiale.

On ne peut se résigner à l'actuelle « fatigue œcuménique » ou aux crises qui affectent « l'œcuménisme institutionnel ». Il faut renouveler l'engagement des catholiques en faveur de l'œcuménisme, en tenant en compte le fait que les catholiques sont minoritaires y compris au sein du Christianisme du Moyen Orient. L'Eglise catholique doit renouveler son engagement en faveur du Middle East Council of Churches. Cela seul permettra d'affronter les **défis nouveaux** que pose par exemple l'essor des mouvances évangéliques ou pentecôtistes partout dans le monde, y compris au Moyen Orient.

7. Le dialogue avec l'Islam.

Le Synode est une opportunité de redécouvrir le patrimoine oriental et particulièrement arabe, sous tous ses aspects, politique, social, culturel et spirituel. La contribution des chrétiens à ce travail soulignerait leur rôle positif et favoriserait une meilleure convivialité. C'est un processus à développer, auquel les institutions éducatives, les médias et les centres de recherche de l'Eglise pourraient contribuer.

Sans occulter les autres dimensions du dialogue entre chrétiens et musulmans, l'atelier a noté l'importance du dialogue culturel et intellectuel en ce qui concerne cette relation : l'attention portée à la culture arabe et islamique, le rôle des échanges entre étudiants et enseignants, le rôle des traductions pour sortir le monde arabo-musulman d'un certain isolement culturel, la place encore insuffisante du monde arabe dans la société civile internationale en train de se constituer... Les associations internationales, y compris les associations catholiques, doivent prendre leur part dans ce « **décloisonnement culturel** ».

8. Travail politique.

Les chrétiens ne veulent pas être des citoyens de second ordre au Moyen Orient. Ils veulent simplement être des citoyens, et non pas être tolérés par des régimes autoritaires, ou faire l'objet d'attitudes bienveillantes ou clientélistes de la part de régimes théocratiques. Il faut pour cela qu'ils développent une vision de leur futur dans la région.

La paix entre Israël et la Palestine est bien sûr fondamentale, mais elle n'est pas une condition préalable à la solution de tout autre problème, elle ne peut se faire à n'importe quel prix. Elle nécessite en fait de **développer une vision pour l'avenir** de la région, pour tous ses habitants, de sortir d'une attitude qui ne serait qu'une posture de victimes... il faut aussi promouvoir des sociétés arabes justes, équitables et orientées vers l'avenir, vers un avenir qui sache attirer les jeunes qui voudraient envisager leur avenir dans la région.

9. Pour devenir des citoyens de plein droit, les chrétiens du Moyen Orient aspirent souvent à des régimes politiques séculiers. En fait, **il faudrait aspirer à des régimes démocratiques**. Les régimes politiques peuvent être séculiers mais autoritaires. Les exemples historiques de régime séculier dans la région ne sont pas vraiment dignes d'être imités, ils n'ont été en général ni respectueux des principes démocratiques, ni vraiment séculier, mais ont souvent pris la forme de régimes qui contrôlent leurs sociétés, y compris les communautés religieuses qui n'avaient pas la faveur des dirigeants.

L'Islam politique et la montée du fondamentalisme ne laissent pas d'inquiéter certains chrétiens. Il a été noté que ce phénomène consiste souvent en une idéologie du ressentiment,

de la captation de beaucoup de frustrations collectives, du manque d'alternatives démocratiques face à des Etats fragiles ou insatisfaisants. Renforcer un Etat de droit, un Etat capable d'assurer à sa population les services de base, **renforcer le dialogue avec les musulmans et les juifs de bonne volonté**, ce sont là les seules voies qui paraissent praticables.

10. L'atelier a entendu les constats et les recommandations du document Kairos élaboré par un groupe de chrétiens de Palestine. Il s'inscrit dans cette dynamique. Il entend cette voix prophétique. Il fait siennes les recommandations de ce document. Les participants mettront en œuvre ces recommandations, chacun pour ce qui le concerne, à la mesure de sa responsabilité.

11. Les chrétiens du Moyen Orient vivent un moment de vérité. C'est l'heure d'entendre le cri de ceux qui souffrent du déni de leurs droits, droits sociaux, droits politiques, droits de citoyens et d'êtres humains. C'est l'heure de la décision, une décision résolue, enracinée dans un espoir évangélique. C'est l'heure pour les chrétiens du monde entier de manifester leur solidarité, de prendre le parti des victimes et **d'ouvrir des chemins d'avenir**.

Rome, le 9 octobre 2010, veille de l'ouverture du Synode pour le Moyen Orient.